

Retraites : une seule solution : le blocage puis l'abrogation



Le président de la République a fait le choix de renommer Sébastien Lecornu, qui a annoncé son gouvernement dimanche soir. Pour les travailleurs et les travailleuses la situation devient totalement ubuesque !

Plus possible de tout changer pour ne rien changer !

La rupture doit se traduire avec des actes forts et immédiats, notamment concernant la réforme des retraites. Penser s'en sortir en décalant seulement son application de quelques mois comme tente de le faire Emmanuel Macron serait une manœuvre de diversion vécue comme une nouvelle tromperie par le monde du travail qui ne ferait qu'alimenter la colère. En effet, le décalage reviendrait à confirmer les 64 ans dont l'application ne serait que décalée de quelques mois, au mépris de la mobilisation de millions de travailleurs et de travailleuses.

La seule réelle suspension de la réforme des retraites c'est le blocage immédiat, par la loi, à 62 ans et 9 mois et 170 trimestres, qui doit ensuite permettre au parlement de voter son abrogation.

La CGT rappelle également les exigences qu'elle porte avec l'intersyndicale pour le budget 2026 :

- L'abandon de toutes les mesures de régression du précédent budget (année blanche, réforme de l'assurance chômage, doublement des franchises et participations médicales, suppression de postes de fonctionnaires...), ainsi que les projets attaquant le Code du Travail et le 1er mai ;
- La justice fiscale avec la mise en place de dispositifs qui taxent les gros patrimoines et les très hauts revenus et qui contraignent le versement des dividendes ;
- La conditionnalité des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises privées ;
- Les moyens pour les services publics ;
- Des mesures contre les licenciements et des investissements dans la réindustrialisation et la transition écologique ;
- L'augmentation des salaires et des pensions.